



La Commune



La Commune soutient la plate forme Y

Congrès du NPA 2013

Plate-forme Y - " Un parti anticapitaliste et révolutionnaire pour l'intervention dans la lutte de classe "

Plate-forme soutenue par des camarades du CPN-P2 et du CPN P1proA :

Alice (38) ; Angela (75) ; Antoine (75) ; Armelle (92N) ; Aurélien (75) ; Catherine (93) ; Damien (59) ; Dimitri (92N) ; Fabienne (22), Gaël (92N) ; Gauthier (43) ; Hervé (91) ; Gauthier (43) ; Jacques (68) ; Jean-Baptiste (92N) ; Jean-François (93) ; Jean-Paul (34, CM) ; Jean-Philippe (75) ; Jihane (75) ; Joaquin (68) ; Laurent (31) ; Maelle (94) ; Marcelo (75, CM) ; Marie-Hélène (76) ; Marthe (13) ; Mathilde (92N) ; Michèle (12) ; Mina (92N) ; Pauline (93) ; Pedro (64) ; Régis (76) ; Robert (92N) ; Sébastien (74) ; Sylvain (75) ; Zahra (93)

Présentation

Comment aider notre classe à résister à l'agression des classes dominantes, dans le contexte particulier de l'arrivée de la gauche au pouvoir, à reprendre confiance en ses propres forces, à préparer la contre-offensive ? Et pour cela, comment reconstruire notre parti après les scissions et l'affaiblissement qu'il a connu ? Ce sont les questions majeures auxquelles le deuxième congrès du NPA aura à répondre.

La première étape du débat a montré des points d'accord qui sont des évolutions par rapport à la période précédente : prendre des initiatives dans la lutte des classes, reconnaître que le NPA est un parti anticapitaliste et révolutionnaire. Mais des désaccords importants demeurent sur les réponses à apporter, et ils se concentrent sur deux points.

1) Par-delà une caractérisation qui apparaît commune (" réformisme antilibéral "), nous n'avons pas au fond la même analyse de ce que représente le Front de gauche.

Son rôle fondamental est d'encadrer les travailleurs et la radicalité pour les maintenir ou ramener dans le giron institutionnel. Si nous nous retrouvons avec ses organisations et ses militants dans de nombreuses luttes, sa politique est un obstacle pour développer les mobilisations et imposer des solutions anticapitalistes à la crise, sa direction désarme les militants combattifs, en particulier dans les organisations syndicales. Cette politique est liée à sa nature fondamentale, à son programme, qui est une impasse pour les travailleurs.

C'est pourquoi, si nous sommes tous d'accord pour développer une démarche de front unique pour et dans les luttes, nous pensons que cela doit se faire dans le cadre d'une confrontation entre deux orientations politiques qui ne sont pas compatibles : nous défendons la généralisation des luttes et l'auto-organisation, le FdG défend des référendums et la victoire aux élections. Si nous construisons une opposition au gouvernement et au patronat, c'est par les luttes et contre l'orientation de la direction du FdG.

Nous ne pouvons en aucun cas envisager avec ce dernier une alternative commune de gouvernement " anti-austérité ", sur le modèle idéalisé de Syriza. Nous ne pensons pas qu'une telle " alternative politique " soit un préalable à des luttes victorieuses, une orientation qui a mené la Gauche anticapitaliste à nier l'utilité du NPA et à rejoindre le FdG. Au contraire, nous pensons que ce sont les luttes qui peuvent modifier le rapport de forces et les consciences et ainsi rendre crédible une alternative au capitalisme.

2) Nous voulons un parti des travailleurs pour l'intervention dans la lutte des classes,

ce qui nécessite une politique volontariste d'implantation dans les entreprises principalement, mais aussi la jeunesse et les quartiers populaires. Un parti qui prend des initiatives pour construire les mobilisations, au premier plan les luttes ouvrières, mais aussi toutes les autres questions politiques. Un parti où la participation aux élections et, lorsqu'on l'on a des élus, aux institutions, est secondaire, clairement subordonnée à l'intervention dans la lutte des classes.

Un parti qui donne aux militant-e-s les moyens de militer, où les directions sont faites pour organiser l'activité, les débats et la formation et sont contrôlées par les militant-e-s. C'est ce que n'a pas réussi à faire le NPA depuis sa fondation, notamment car sa direction (CE, CPN) a concentré ses débats sur la tactique électorale.

Nous pensons qu'un vrai bilan est nécessaire, qui ne se contente pas de répéter les principes fondateurs et des formules générales. Refuser un bilan sérieux, c'est au contraire le danger de reproduire les mêmes erreurs. C'est aussi vouloir faire croire que tout le monde est d'accord, alors que des conceptions différentes existent dans l'organisation et qu'il faut en discuter !

Avec les deux parties alternatives qui suivent, et constituent notre plateforme, nous défendons un projet d'indépendance politique du NPA, la construction d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire ancré dans le monde du travail et la jeunesse, en lien étroit avec leurs aspirations et leurs luttes.

Première partie alternative :

Points 10 et 11 du texte sur l'orientation

10- Construire une opposition ouvrière et populaire au gouvernement et au patronat

Nous ne combattons pas les illusions réformistes de la grande majorité des travailleurs par la simple dénonciation ou les proclamations. Nous cherchons à transformer les consciences à travers des expériences concrètes. C'est l'intervention des anticapitalistes dans le cadre de luttes de masse qui permettra d'oeuvrer à l'émergence d'une nouvelle conscience de classe.

Chercher à regrouper les organisations du mouvement ouvrier, sur des objectifs précis, à la base et au sommet, vise à mettre en mouvement les milieux dépassant largement dans lesquels nous intervenons. C'est pour cette raison que le front unique est un élément central dans la stratégie des anticapitalistes et des révolutionnaires, sans croire qu'il suffit d'interpeller les organisations en les invitant à construire l'unité. C'est en partant des luttes réelles, quand nous sommes capables d'y jouer un rôle, que nous pouvons concrètement poser le problème de leur convergence et construire un rapport de forces pour aller au-delà d'appels sans lendemain. Les luttes sont le terrain le plus favorable pour les anticapitalistes et les révolutionnaires, pour développer notre orientation et faire évoluer les consciences.

Par-delà les unités d'action qui se manifestent dans les luttes, nous proposons aux courants du mouvement ouvrier qui ne soutiennent pas le gouvernement de former un front contre sa politique, afin de mettre un coup d'arrêt à l'offensive libérale, une opposition ouvrière et populaire au gouvernement et au patronat. Cela se construira à partir d'expériences dans la lutte des classes et autour d'un programme de sauvegarde des intérêts fondamentaux des classes populaires.

Dans les syndicats, associations, les différentes structures unitaires auxquelles nous participons, nous mettons en avant la nécessité de rompre avec tout type de soutien et dépendance envers le gouvernement Hollande-Ayrault, et d'engager résolument le combat contre lui.

Nous interpellons en particulier les composantes du Front de gauche, en pointant les contradictions de leur politique : le refus de la direction du PCF de rompre avec le PS, alors même qu'elle exprime un désaccord avec de nombreuses mesures du gouvernement ; les illusions réformistes institutionnelles qui encadrent la volonté d'opposition exprimée par Mélenchon et la direction du PG, notamment lorsqu'ils refusent de construire les luttes indépendamment des directions syndicales. L'objectif est d'amener le maximum de militants à porter eux-mêmes ce débat dans leurs propres organisations, et à rompre toute solidarité avec ce gouvernement pour s'engager résolument dans la confrontation, sur le terrain de la lutte de classes.

Toute autre chose serait de laisser croire que nous pourrions envisager de construire avec le Front de gauche une " alternative politique " et que ce serait la condition pour redonner espoir à notre camp social. Envisager un " gouvernement anti-austérité " avec le Front de gauche serait non seulement susciter des illusions électorales, mais faire croire que nous pourrions partager les mêmes objectifs politiques avec une partie de la gauche institutionnelle, antilibérale réformiste.

Nous travaillons en revanche à l'unité des anticapitalistes et des révolutionnaires. De tels regroupements ne peuvent se faire qu'en dehors du Front de gauche et contre sa politique. Des expériences locales, mêmes limitées, montrent qu'il est possible d'avancer dans ce sens.

11- Des luttes d'aujourd'hui à la révolution. L'importance d'une démarche transitoire

La crise globale dans laquelle la politique des classes dominantes plonge l'ensemble de la planète pose le problème de l'organisation internationale du travail non seulement au niveau de l'Europe mais au-delà à l'échelle du monde. En finir avec le parasitisme globalisé des classes capitalistes qui ruine les peuples, engendre le militarisme et la guerre, implique la nécessité d'une société qui rompe avec la propriété privée capitaliste et la logique du profit. Une société où ce sont ceux qui produisent les richesses, tant matérielles qu'intellectuelles, qui exercent leur contrôle : le pouvoir démocratique des travailleurs. L'économie y sera planifiée pour satisfaire les besoins des hommes dans le respect des équilibres écologiques de la planète. C'est pour une telle société socialiste, débarrassée de l'exploitation et de l'aliénation, que nous nous battons aujourd'hui.

Cependant, nous agissons à partir de la situation et des rapports de forces réels. Pour faire le lien entre la conscience des larges masses et la révolution, nous nous plaçons dans le cadre d'une démarche transitoire. C'est pourquoi, au-delà des nécessaires luttes défensives, nous cherchons à favoriser par tous les moyens la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse pour des revendications transitoires, contre les fondements même des graves difficultés qui les frappent. Dans une période économique de crise, ces revendications devraient comporter notamment :

- l'interdiction des licenciements impliquant le contrôle généralisé sur l'embauche et l'organisation du travail, la création de centaines de milliers d'emplois dans la fonction publique. et la diminution du temps de travail jusqu'à extinction totale du

chômage

- La réquisition des entreprises qui ferment ou licencient, sous contrôle des travailleurs, - Une augmentation générale des salaires et des revenus pour compenser les pertes antérieures ainsi que la mise en place d'une échelle mobile pour faire face à l'augmentation des prix.

- l'annulation de la dette et la nationalisation, sans indemnité ni rachat, des banques, des institutions de crédit, des industries clefs et leur gestion sous contrôle des travailleurs et de la population,

- l'élaboration, sous contrôle de la population et des travailleurs auto-organisés, d'un plan de redressement économique axé sur la satisfaction des besoins sociaux et le respect de l'environnement, le développement des services publics, la gratuité du droit à l'éducation, à la santé, à un logement décent, aux loisirs...

A toutes les étapes, nous essayerons de favoriser toutes les formes d'auto-organisation, des comités de grève et de lutte, des coordinations, dans la perspective de prendre le contrôle de toute la société, ce qui suppose pour les exploités et les opprimés de commencer par contrôler leurs propres luttes.

L'aggravation de la crise au sein de l'Union européenne, en particulier dans certains pays comme la Grèce, apparaît de plus en plus comme ayant directement une dimension politique. Nous pouvons parler jusqu'à un certain point d'une " crise de direction " de la bourgeoisie où la question de " qui dirige " pour sortir de la catastrophe imminente peut se poser, avec plus ou moins d'acuité. La question d'un gouvernement des travailleurs, comme mot d'ordre transitoire en partant des luttes pour aller vers le renversement du capitalisme, peut acquérir dans ces circonstances une grande importance.

Il ne s'agit pas de faire croire qu'un bon gouvernement de gauche, dans le cadre du système, serait une porte de sortie, ni qu'il suffit d'agiter ce genre de formule pour commencer à faire réellement de la politique. A l'étape actuelle, en France, cela vise à répondre à la question : " que feriez-vous si vous étiez au pouvoir à la place de Hollande ? ". Une réponse que nous pourrions articuler autour des deux points suivants :

- Des mesures qu'un gouvernement anticapitaliste prendrait (cf. ci-dessus)

- De l'auto-activité des forces sociales sur lesquelles il s'appuierait : un gouvernement des travailleurs issu et sous contrôle des mobilisations des travailleurs et de la population.

Enfin, nous ne pouvons formuler aujourd'hui avec quelles forces ce gouvernement serait possible. Historiquement, les courants marxistes-révolutionnaires avançaient le mot d'ordre de gouvernement des organisations ouvrières pour appliquer le programme de mesures transitoires. Aujourd'hui, après des décennies d'alternances où PS et PCF ont participé au pouvoir, où ces organisations ont un niveau d'intégration aux institutions bourgeoises sans commune mesure avec le début du 20ème siècle, dans un rapport de force entre les classes très défavorable, un tel mot d'ordre n'a pas de fonctionnalité et serait lourd d'illusions.

En particulier, dans la perspective des élections municipales de 2014, nous ne proposons pas d'alliance nationale aux organisations du Front de gauche ; nous défendons la nécessité de construire des listes en opposition au gouvernement et à sa politique de rigueur, qui a des conséquences directes sur les communes, pour la rupture avec la gestion dans le cadre du capitalisme. Des exceptions, pour des alliances avec des groupes en rupture avec la politique de leurs directions nationales et celle des équipes de gestion locale, pourront être décidées par le CPN sur proposition des comités ou fédérations.

Conclusion

La période pendant laquelle la droite a été au pouvoir a produit une démoralisation importante dans le mouvement ouvrier. L'arrivée de la gauche peut avoir des conclusions très diverses. Si le gouvernement parvient à mener son offensive sans difficulté, la droite et l'extrême droite en tireront les fruits de manière encore plus forte qu'en 2002. Mais si au contraire des mobilisations existent, si à l'intérieur de celle-ci se construit l'indépendance de notre classe, si les militants anticapitalistes et révolutionnaires sont identifiés comme ceux qui construisent sincèrement les luttes, qui vont jusqu'au bout et ont un projet de société cohérent, nous pouvons espérer desserrer l'étau qui nous enserme et être un outil pour l'émancipation de notre camp social.

Seconde partie alternative : Après quatre ans d'existence, quel projet pour le NPA ?

Un parti anticapitaliste et révolutionnaire, large et ouvert, ayant son centre de gravité politique dans la lutte de classe

Les principes fondateurs ont défini le NPA comme un parti pour le socialisme, féministe, écologiste, internationaliste, démocratique, large et aussi, de façon assez claire, révolutionnaire : " Il n'est pas possible de mettre l'État et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale. Ces organismes, rodés à la défense des intérêts de la bourgeoisie, doivent être renversés pour fonder de nouvelles institutions au service et sous le contrôle des travailleurs et de la population (...) Une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes (...) Il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme. "

Ce texte conserve toute son actualité. Pour autant, il ne nous a pas prémunis contre des crises politiques qui ont parfois été jusqu'à des scissions. Il a fait et continue de faire l'objet d'interprétations différentes. Il faut donc prendre à bras-le-corps les difficultés qui ont surgies depuis quatre ans et commencer à faire des bilans sur la base de notre expérience commune.

1. Un bilan pour faire avancer les discussions

Les faiblesses et les ambiguïtés du NPA sont aussi responsables de notre crise

Le NPA s'est constitué sur le présupposé selon lequel il n'y avait rien de consistant entre lui et le PS, et qu'il pouvait en conséquence incarner seul l'alternative au social-libéralisme. Mais au même moment, le panorama politique changeait de façon substantielle avec l'apparition du PG et du Front de gauche. Cela signifiait la reconstitution après de longues années d'absence d'une offre réformiste incarnant une solution institutionnelle dans un contexte de défaites sociales, à laquelle nous avons eu bien du mal à répondre du fait de nos propres faiblesses et ambiguïtés.

En d'autres termes, si la situation objective a été source de difficultés (accélération de la crise et ses conséquences notamment en ce qui concerne l'état du mouvement ouvrier, émergence du FdG,...), la crise importante du NPA qui a conduit à la perte de milliers de militants et au départ de la moitié de sa direction est avant tout le produit de carences dans l'orientation et dans la capacité d'intervention de notre parti.

Une incapacité à assumer notre projet : la priorité à l'intervention dans les luttes plutôt que dans les élections

Selon ses principes fondateurs, tout en participant aux processus électoraux, le NPA devait avoir son centre de gravité dans les luttes, les processus de mobilisation et d'organisation des exploité-e-s et des opprimé-e-s, et par conséquent l'activité des comités dans le mouvement réel. Mais c'est l'inverse qui s'est produit : sous la pression politique du Front de gauche, l'essentiel des préoccupations de la direction et de nos débats a porté sur les alliances politico-électorales.

Non sans conséquences sur la compréhension que nous pouvions avoir de notre projet. Une partie de nos camarades, jugeant les rapports de forces trop dégradés, a alors estimé que la période était à tenter de gagner des positions électorales. Dans le même temps, ils ont développé une confusion entre les cadres nécessaires de front unique et une alliance politique destinée à lutter pour le pouvoir. L'argument était que des victoires sociales ne seraient possibles que si une alternative politique au social-libéralisme était crédible. L'aboutissement a été leur entrée dans le Front de gauche, justifiée par le fait que celui-ci se réclamerait comme nous de l'anticapitalisme tout en étant plus crédible électoralement.

C'est bien sûr une impasse mais aussi un renoncement à ce qui devrait être un aspect essentiel de notre programme mais que nous avons eu tendance parfois à oublier : il n'y aura pas de raccourci électoral à l'émancipation des travailleurs.

Une réelle difficulté à utiliser et à améliorer nos capacités d'intervention

Le déplacement du centre de gravité du NPA a eu pour autre conséquence de rendre très difficile la mise en oeuvre d'une politique offensive dans les principales échéances de la lutte des classes. Le mouvement des retraites l'a illustré : si nous y avons effectivement été " comme des poissons dans l'eau ", nous avons cruellement manqué d'une élaboration et d'une intervention collective qui gagne en efficacité. Malgré les difficultés et les limites du mouvement, nous aurions pu tenter de peser sur les rapports de force. Au lieu de cela, nous avons laissé les camarades plus ou moins livrés à eux-mêmes sans chercher à aller au-delà de l'incantation dans la préparation et la construction de la grève générale.

La polarisation sur les rapports avec le Front de gauche dans les échéances électorales nous a amené à négliger les priorités définies lors du congrès de fondation (entreprises, jeunesse, quartiers populaires). Les questions de construction en général, ont ainsi été totalement délaissées par les directions nationales successives. Le sentiment de dessaisissement de nombreux camarades provient largement de ce problème : en bas, le travail militant concret que l'on mène comme on peut ; en haut, des " dirigeants " qui discutent en vase clos, n'orientent rien et n'aident pas l'intervention.

Paradoxalement, c'est une campagne électorale, la présidentielle avec Philippe Poutou, qui a redonné pendant quelques semaines une orientation moins électoraliste, plus anti-institutionnelle, à notre parti, par la voix d'un candidat ouvrier ayant participé à une lutte contre les licenciements et tentant de faire le lien, même s'il y avait bien des limites à cette campagne, entre l'intervention dans la lutte de classe et la politique. C'est aussi au cours de cette campagne que nous avons testé un peu sérieusement les possibilités de nous mettre collectivement en mouvement. La constitution et le fonctionnement d'une équipe de direction, qui se fixait et ajustait pas à pas des objectifs communs (recherche des signatures, élaboration du matériel, déroulé de la campagne), a été un pas en avant et nous donnent aujourd'hui des indications précieuses quant à la voie à emprunter pour reconstruire notre parti.

2. Assumer notre indépendance et notre caractère révolutionnaire

Construire un parti pour le renversement du capitalisme

Nous réaffirmons la nécessité de construire un parti anticapitaliste indépendant des réformistes. C'est pourquoi, contrairement à la GA, nous n'intégrons pas le Front de gauche. Non par sectarisme, mais parce que nous avons des objectifs différents, qui ont des conséquences très concrètes sur notre pratique militante. Le Front de gauche, qui prône le changement " par les urnes ", cherche à ramener la combativité dans le giron institutionnel. Il ne poursuit ni la convergence des luttes, ni leur auto-

organisation. Il ne lutte pas pour le socialisme - totalement absent de ses perspectives - mais pour un modèle " antilibéral " qui mettrait au pas la finance sans véritable rupture avec le capitalisme.

Nous répétons que la transformation de la société passe par une rupture radicale avec l'économie de profit et les institutions capitalistes, et nous assumons le caractère révolutionnaire de notre projet. Nous voulons construire un parti qui se prépare aux confrontations de classe à venir, qui soit en mesure d'influencer les luttes et de leur permettre de remporter des victoires, qui ordonne toute son intervention en fonction d'un objectif stratégique : la prise du pouvoir par les travailleurs. Un tel parti ne peut se construire à l'intérieur d'une coalition dirigée par des formations réformistes.

Assumer notre projet révolutionnaire n'est pas un retour en arrière sectaire. C'est nous donner les moyens de répondre aux interrogations qui existent autour de nous : comment lutter contre le capitalisme, comment en finir avec les oppressions et le patriarcat, et comment garantir que la planète ne soit pas livrée à l'anarchie des marchés. Ce n'est pas contradictoire avec la défense de la perspective du rassemblement de celles et ceux qui aspirent à renverser le capitalisme et ses institutions.

Une politique d'unité et d'indépendance

Nous voulons unifier notre camp social, c'est l'une des conditions pour affronter victorieusement la bourgeoisie et même pour remporter des victoires dans des luttes partielles.

Pour autant, l'unité de la classe ne se confond pas toujours avec l'unité des organisations du mouvement ouvrier. Parfois même, nous faisons l'expérience d'une unité bien réelle des directions réformistes mais pour mieux négocier des reculs sur le terrain du " dialogue social ", comme les accords de compétitivité, ou pour expliquer que décidément appeler à la grève générale serait une très mauvaise idée.

L'unité est donc pour nous une bataille politique vis-à-vis des organisations du mouvement ouvrier. Elle ne se limite pas à l'interpellation des directions, mais au contraire nécessite un rapport de forces que nous construirons d'autant mieux à la base que nous aurons l'implantation et la politique qui permettra de nous appuyer sur des mobilisations réelles.

Dans les cadres unitaires (assemblées générales, collectifs, associations, syndicats...), nous défendons notre propre orientation, non pour cliver, mais sur la base d'un programme qui correspond aux intérêts généraux du mouvement, sa généralisation, sa dimension internationaliste, son indépendance par rapport aux institutions et son auto-organisation. Nous défendons aussi, en respectant les rythmes du mouvement et en étant attentifs à être audibles, des revendications de rupture avec le système.

Combattre toutes les oppressions pour unifier notre camp social

Unifier notre camp social passe également par la nécessité de combattre l'ensemble des oppressions qui divisent les exploités et les empêchent de tourner leur colère contre les principaux responsables, le gouvernement et le patronat. Nous combattons l'oppression des femmes, le système patriarcal, les inégalités au travail, dans la famille, dans le mouvement ouvrier, les violences faites aux femmes. D'abord pour l'émancipation et les droits des femmes mais également pour l'unité des exploités contre les capitalistes. Par ailleurs, nous combattons dans le monde du travail et dans la jeunesse le racisme, l'homophobie, le sexisme, l'islamophobie, l'antisémitisme... Chercher à combattre les divisions dans notre camp social est une tâche permanente.

Un parti internationaliste

Parce que nous pensons qu'un processus d'émancipation sociale ne pourra jamais aboutir totalement et dans la durée pays par pays, parce que nous sommes convaincus que les travailleurs ont des intérêts communs au-delà des frontières, parce que nous combattons l'oppression et l'exploitation partout dans le monde, nous sommes profondément internationaliste.

Cet internationalisme passe par un travail constant pour regrouper les anticapitalistes et les révolutionnaires à l'échelle internationale, vers la construction d'une internationale révolutionnaire.

Cela passe notamment par une politique à l'échelle européenne de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires. Nous sommes solidaires des luttes des exploités à travers le monde, dans les mots et en pratique. Nous combattons les puissances impérialistes et tout particulièrement notre propre impérialisme.

3. Nous donner les moyens de notre politique

Un parti pour l'intervention

Le NPA doit intervenir sur tous les terrains de l'action politique, des luttes ouvrières et populaires aux confrontations idéologiques. Dans les combats des salariés au sein des entreprises comme dans toutes les mobilisations, démocratiques (Aurore Martin/prisonniers basques...), écologistes (Notre-Dame-des-Landes...), féministes, internationalistes ou antiracistes, nous entendons être le fer de lance d'une opposition au gouvernement Hollande- Ayrault et au patronat, aux politiques d'austérité qu'ils appliquent, et agir pour regrouper sur cette base le plus largement possible.

Nous menons des campagnes visant à développer nos propositions et notre programme : des mesures immédiates, démocratiques et transitoires qui, partant des besoins des travailleurs et de la population, posent la question du pouvoir, de notre projet de société socialiste et des moyens d'y parvenir. De telles campagnes, comme celle que nous nous efforçons aujourd'hui de développer sur l'emploi, doivent donner une cohérence à l'intervention du parti à travers un matériel national (tracts, affiches, brochures...) et une intervention commune (participation aux luttes, réunions publiques, meetings).

Le parti que nous construisons ne doit pas se contenter d'analyses et de prises de positions générales, mais placer l'intervention sur le terrain des luttes au coeur de ses réflexions et de sa structuration à tous les niveaux, des comités jusqu'au CE. Jusqu'à présent, le NPA n'a pas été suffisamment un outil au service de ses militants, les aidant à intervenir dans leur milieu respectifs, à défendre une orientation dans leurs syndicats ou autres organisations de masse.

Un problème clé de la situation politique est la difficulté pour les luttes à remporter des victoires, résidant dans leur caractère le plus souvent isolé et parcellaire (boîte par boîte, secteur par secteur). Pour surmonter cet obstacle, il est nécessaire de travailler à la convergence des mobilisations, dans la perspective d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale.

Parce que nous sommes convaincus qu'une mobilisation est plus efficace quand elle est contrôlée et animée par ceux qui luttent ; parce que la démocratie dans les combats d'aujourd'hui préfigure de la démocratie dans la société que nous voulons, nous sommes les premiers défenseurs de l'auto-organisation.

C'est cette orientation que défendent les militant-e-s du NPA, dans les luttes partielles comme dans les syndicats et les collectifs unitaires.

S'implanter dans le monde du travail, la jeunesse et les couches populaires, en faire réellement des priorités

Comme le rappellent nos statuts provisoires : " Un parti à l'image de notre projet émancipateur implique une démarche volontariste d'implantation dans les entreprises, coeur de l'exploitation capitaliste. La création de comités NPA d'entreprises, de secteurs, de branches, est un objectif central de l'organisation. Ces comités sont essentiels à la cohérence de notre politique dans la lutte de classes, dans les interventions syndicales, et de fait un des pivots du NPA. "

Même s'il est nécessaire de se présenter aux élections, notre tâche principale reste de s'atteler à la construction d'un parti dont le NPA n'est qu'un embryon en se donnant des priorités militantes en conséquence :

- En militant évidemment dans les associations, les collectifs ou les syndicats qui essaient de défendre les intérêts des travailleurs, des chômeurs, des habitants, de la jeunesse, dans les usines, les lieux de travail ou d'études et les quartiers.

- Mais aussi en apparaissant publiquement et en défendant directement l'expression politique du parti et sa politique révolutionnaire auprès du monde du travail, avec ou sans emploi, et auprès de la jeunesse.

Pour avoir un impact, il ne suffit pas d'être " solidaires " de luttes que d'autres mènent, ni de les commenter, ni croire qu'on les influencera en avançant de l'extérieur le bon slogan ou le bon mot d'ordre, fût-il celui qui correspondrait le mieux à la situation. A part des exceptions rarissimes, il est impossible d'avoir une influence dans les luttes sans militants de l'intérieur.

Sur le terrain des entreprises, où rappelons-le c'est quand même là que la classe capitaliste extrait la plus-value seule à même d'alimenter les moteurs du capitalisme, il nous faut aujourd'hui recenser l'ensemble de nos interventions, à commencer par les bulletins de boîte existants, tout comme nos interventions dans les milieux et quartiers populaires victimes de l'austérité et d'attaques qui rejoignent celles subies par les salariés. Mais il est aussi nécessaire d'avoir des structures nationales et locales qui en plus de centraliser peuvent impulser une politique sur la base de notre intervention propre mais aussi de notre intervention dans les syndicats où nous militons. Les comités NPA d'entreprises, les CILT, les réunions de branches et les commissions syndicales revêtent à cet égard un enjeu majeur de construction.

Ce seront ces interventions qui peuvent permettre de trancher entre nos différends ou du moins de démêler l'essentiel et le secondaire dans nos affrontements de tendances, qui pour l'heure, à tort ou à raison, apparaissent stériles à bon nombre de militants, précisément parce que le parti a peu les moyens de vérifier et faire vérifier concrètement les orientations des uns ou des autres. Il nous reste un chemin important à parcourir pour atteindre ces objectifs.

Les branches et commissions nationales doivent pouvoir se réunir une fois par an ou tous les deux ans, en plus des réunions des secrétariats, afin de centraliser et impulser l'activité dans les différents secteurs, avec bien sûr la possibilité d'élire démocratiquement ces secrétariats.

Recruter, former et faire militer ses nouveaux membres.

Le NPA doit être un cadre d'élaboration collective, permettre la centralisation et la mutualisation des expériences des militants. Il doit être un outil au service des militant-e-s pour les aider à intervenir dans leurs milieux respectifs : lieux de travail et d'étude, syndicats, associations, collectifs...

Pour permettre l'implication de tous à égalité, il est indispensable de développer une réelle politique de formation. Nous devons faire un effort particulier de formation en direction des femmes, des jeunes, des ouvriers et des immigrés pour que, malgré la pression sociale que nous subissons tous, ils puissent prendre toute leur place dans notre parti. Et améliorer en ce sens la démocratie interne et notre fonctionnement quotidien. Les comités et les directions doivent avoir comme préoccupation permanente de s'assurer que l'ensemble des militants ait accès aux débats, aux textes, ait les moyens de peser.

La réflexion stratégique et théorique a été vue jusqu'ici comme une affaire de spécialistes, la caricature étant la déconnexion

totale entre le NPA et la revue Contretemps ou la Société Louise Michel. Le NPA n'a, de fait, aucun cadre d'élaboration et d'échange théorique interne et avec l'extérieur.

Notre organisation entend reprendre " le meilleur des traditions " des différents courants du mouvement ouvrier et du mouvement révolutionnaire. Mais force est de constater que jusqu'ici, l'étude de l'histoire de ce mouvement ouvrier et révolutionnaire, de ses faiblesses, de ses limites et de ses crises, mais aussi de ses succès, a été grandement négligée dans le parti. Bien sûr, tout le monde ne conçoit pas la formation de la même façon dans le parti. Mais après tout, il existe suffisamment de courants issus de diverses traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire pour s'y atteler sérieusement... et alimenter le débat. Tout le monde gagnera à examiner à fond ces idées et à les confronter à notre pratique d'intervention militante.

Cela peut passer par des stages régionaux trimestriels, notamment tournés vers les nouveaux militants, la prise en charge par les fédérations de formations mensuelles et la mise à disposition des comités de supports permettant d'y animer des formations régulières à plus petite échelle.

Modifié le lundi 17 décembre 2012

Voir aussi dans la catégorie NPA

Un parti qui ne dit pas ce qu'il fait et ne fait pas ce qu'il dit

Au troisième congrès du NPA, le 30 janvier 2015, la direction élue, du moins celle qui en tient lieu vu qu'aucune des factions et cliques qui composent ce parti où la nuit, tous les chats sont... >>

Déclaration de militants du NPA de l'Hérault, novembre 2014 : Pourquoi nous démissionnons du NPA

Chers camarades, Il arrive un temps où la quantité de divergences accumulées se transforme finalement en qualité. Ce temps est venu : nous quittons le NPA. Ce qu'est devenu ce parti, en quelques... >>

« le parti des gogos et des bobos »...

On trouvera ci-dessous un article de notre journal La Commune d'août 2007, sous le titre " le parti des gogos et des bobos " >>

100 jours de grève des postiers des Hauts-de-Seine !

La grève des bureaux de Rueil-Malmaison, Gennevilliers, Courbevoie, la Garenne-Colombes et Bois-Colombes a dépassé les cent jours le 9 mai. Au départ, ce conflit était purement local, mais il va... »

Anticapitalisme & Révolution

Loin des promesses du gouvernement, ce début d'année 2014 est marqué par la poursuite de la crise et même l'accélération des destructions d'emplois avec 32 000 chômeurs en plus rien qu'en... »

Face aux attaques, il faut un plan de lutttes

Toujours plus pour les entreprises, tel est le credo du gouvernement Valls, qui persiste et signe, en organisant le plus gros transfert de richesses jamais réalisé dans ce pays de notre poche vers... »
